

DÉLIBÉRATIONS



Le 25 avril 2024 à 13h37 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents : Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,

Était représentées : Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Marie-Françoise MARCASSIN,

Étaient excusés : Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Félicie RENON, Madame Mireille VACHE-PICAT,

Date de convocation : 19 avril 2024



33 CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE SERVICE PRESTATAIRE D'AIDE A DOMICILE - OFFRE DE SERVICES COORDONNÉE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE MA RETRAITE (OSCAR) ENTRE LA CARSAT NORMANDIE ET LE C.C.A.S. - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre de ses engagements en matière d'action sociale, la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) se positionne comme un acteur central de la prévention et de la préservation de l'autonomie des retraités fragilisés, conformément à la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

A ce titre, la CNAV a défini une offre individualisée, sous la forme de plans d'aides pérennes et/ou temporaires, destinée aux retraités en situation de fragilité dans leur autonomie à domicile, sous l'acronyme OSCAR (Offre de Services Coordonnée pour l'Accompagnement de ma Retraite).

Ce dispositif, qui a vocation à terme à remplacer le dispositif des PAP (Plans d'Action Personnalisés), se déploie progressivement sur toute la France depuis juillet 2021, et est structuré autour des enjeux globaux de prévention, d'accompagnement et de coordination. Il induit notamment des évolutions en matière d'offre de services, de relations partenariales, d'outils (système d'information et processus) et de contrôle. Il propose une approche centrée sur le retraité, des prestations encore plus diversifiées et une démarche de conventionnement pour garantir la qualité de service à tous les niveaux.

DÉLIBÉRATIONS

Sont concernés par le dispositif OSCAR, les retraités fragilisés GIR 5 et 6 du régime général (salariés du secteur privé, ressortissants de la Fonction publique d'État et travailleurs indépendants) non éligibles à l'APA.

La présente convention a pour objet de définir le cadre de coopération ainsi que les modalités de mise en œuvre d'OSCAR dans le cadre des interventions du Service prestataire d'aide à domicile intervenant dans les résidences autonomie gérées par le CCAS.

Elle est conclue pour la durée de l'année en cours, et se renouvelle ensuite, d'année en année, par tacite reconduction.

Ce dispositif prévoit, dans son article relatif aux modalités de paiement, que la Caisse verse l'aide financière, pour les heures d'accompagnement et de prévention à domicile attribuées au retraité dans le cadre de son OSCAR, directement au service prestataire d'aide à domicile géré par le CCAS, celui-ci ne facturant au résident que la part de l'intervention non prise en charge par la CARSAT.

Il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver les modalités de la convention de partenariat avec la Caisse d'Assurance Retraite et de Santé au Travail Normandie, dénommée « CARSAT NORMANDIE ».

Ladite convention est annexée à la présente délibération.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Arrêté du 12 décembre 2006 du Président du Département de Seine-Maritime autorisant le CCAS de Rouen à poursuivre l'activité de son service Prestataire d'aide à domicile,

VU la Convention d'Objectifs et de Gestion 2018-2022 entre l'Etat et la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse,

VU la Circulaire CNAV n° 2021-21 du 18 juin 2021 relative aux conditions de mise en œuvre du dispositif des « OSCAR »,

VU la Circulaire N°2023-30 du 14 décembre 2023 relative aux paramètres financiers des prestations d'action sociale servies à compter du 1^{er} janvier 2024,

VU la Circulaire CNAV 2023-31 du 21 décembre 2023 relative aux conditions de mise en œuvre du dispositif OSCAR,

CONSIDÉRANT que le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen gère un service prestataire d'aide à domicile au sein des résidences autonomie et qu'il est, à ce titre partenaire de l'Assurance Retraite CARSAT par convention, dans le cadre du dispositif des « Plans d'Action Personnalisés »,

CONSIDÉRANT que le dispositif des « Plans d'Action Personnalisés » est remplacé par un nouveau dispositif d'accompagnement individuel dénommé « OSCAR – Offre de Services Coordonnée pour l'Accompagnement de ma Retraite » visant une approche plus globale des besoins des retraités fragilisés,

DÉLIBÉRATIONS

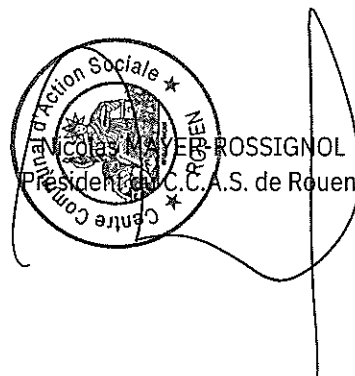
CONSIDÉRANT que le CCAS de Rouen remplit les conditions de prérequis au conventionnement OSCAR,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention de partenariat avec la Caisse d'Assurance Retraite et de Santé au Travail Normandie, dénommée « CARSAT NORMANDIE » ;
- Précise que les recettes liées à ce dispositif seront inscrites au Chapitre 017 – sur le compte 7338 « Autres secteurs ».

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,



Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.